

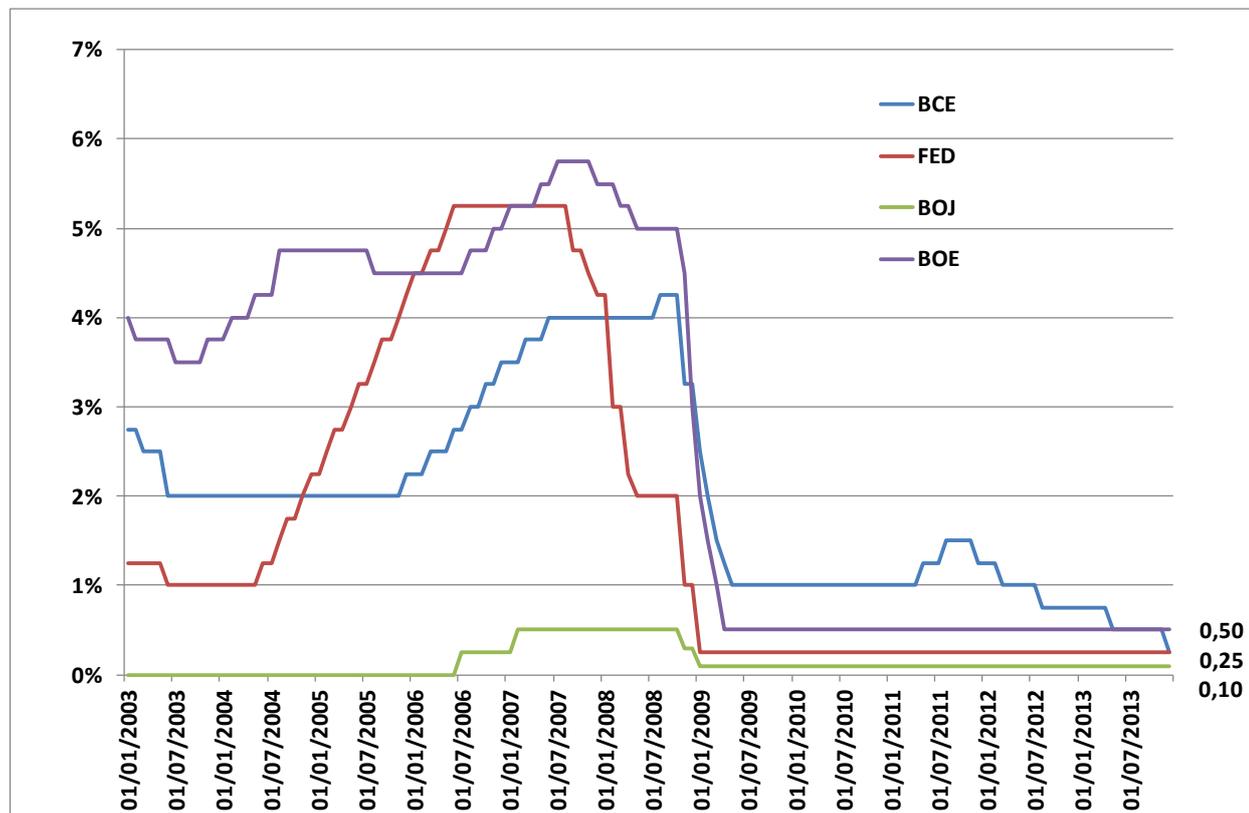
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

Stabilité des taux

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 5 décembre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire et continuera ainsi de soutenir la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs a confirmé ses indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation demeure fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi au mois d'octobre en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 275 200 fin octobre 2013. Ce nombre est en baisse de 0,6 %, par rapport à fin septembre 2013 soit 20 500 personnes. Sur un an, le chômage s'est accru de 6,0 %.

Légère baisse du taux de chômage en ZE17

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en octobre 2013, en légère baisse par rapport à septembre 2013 (12,2 %). Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable par rapport au chiffre relevé en septembre. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à octobre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,7 % et 10,7 %. En octobre 2013, 26,654 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,298 millions en zone euro. Par rapport à septembre 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 61 000 en zone euro. Parmi les états membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (5,9 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,3 %) et en Espagne (26,7 %).

Inflation

Diminution des prix à la consommation en octobre en France Métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) se replie de 0,1 % en octobre 2013, après une baisse de 0,2 % en septembre 2013. Sur un an, le taux de croissance de l'IPC s'établit à 0,6 % en octobre, son niveau le plus bas depuis novembre 2009. Hors tabac, l'IPC diminue également de 0,1 % en octobre 2013 et croît de 0,5 % sur un an. La baisse de l'IPC en octobre 2013 résulte pour l'essentiel du repli des prix de l'énergie, en particulier des produits pétroliers, et dans une moindre mesure de celui, plus modéré, des prix des produits alimentaires. À l'inverse, les prix des services sont en très légère hausse en octobre 2013, tandis que ceux des produits manufacturés sont globalement stables.

Baisse continue du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,9 % en novembre 2013, en hausse par rapport au mois d'octobre 2013, où il était de 0,7 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (1,6 % contre 1,9 % en octobre), suivis des services (1,5 % contre 1,2 % en octobre), des biens industriels hors énergie (0,3 % stable par rapport à octobre) et de l'énergie (-1,1 % contre -1,7 % en octobre).

Asie/Pacifique

Japon : cible de 2 % d'inflation en 2015

Afin de revenir à une inflation de 2 % d'ici 2015, le gouvernement va mettre en place dès cette semaine son programme de relance d'EUR 40 milliards. La Banque du Japon prévoit d'accroître la taille de son programme de rachats d'actifs d'USD 70 milliards par mois, selon Reuters. Les rémunérations fixes ont reculé de 0,4 % en octobre sur un an, pour le dix-septième mois consécutif et le gouverneur de la BoJ a appelé lundi les entreprises à les augmenter. Hier, l'indice Nikkei a atteint 15 749 points, soit son plus haut niveau des six dernières années, en raison de la chute du yen.

Chine : place du yuan dans le commerce mondial

Selon Swift, en octobre 2013, la devise chinoise est devenue la deuxième monnaie des financements commerciaux (8,66 %), loin derrière le dollar (81,08 %), mais devant l'euro (6,64 %). En janvier 2012, le yuan ne représentait que 1,89 % de ces transactions, tandis que l'euro était à 7,87 %.

Actualité législative

Loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer a été publiée au JORF http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=F2020EE0EA839DDCEEBDB9F3E6053014.tpdjo16v_1?cidTexte=JORFTEXT000028199705&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=

Divers

Publication Banque de France – Focus numéro 10 du 5 décembre - [Les dangers liés au développement des monnaies virtuelles : l'exemple du bitcoin.](#)

Nomination de Marie-Anne Barbat-Layani au poste de directrice générale de la Fédération Bancaire Française (FBF) à compter du 2 janvier 2014, en remplacement d'Ariane Obolensky.

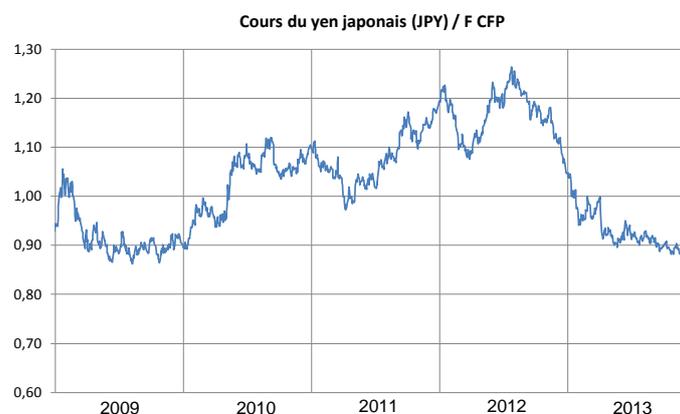
2 – Actualité régionale

Japon : cible de 2 % d'inflation en 2015

Afin de revenir à une inflation de 2 % d'ici 2015, le gouvernement va mettre en place dès cette semaine, son programme de relance de 40 milliards d'euros.

La Banque du Japon prévoit d'accroître la taille de son programme de rachats d'actifs (70 milliards de dollars US par mois selon Reuters).

Les rémunérations fixes ont reculé de 0,4 % en octobre sur un an, pour le dix-septième mois consécutif et le gouverneur de la BoJ a appelé lundi les entreprises à les augmenter. Hier, l'indice Nikkei a atteint 15 749 points, soit son plus haut niveau des six dernières années, en raison de la chute du yen.



Chine : le yuan, 2^e monnaie dans le commerce mondial.

Selon Swift, en octobre 2013, la devise chinoise est devenue la deuxième monnaie des financements commerciaux (8,66 %), loin derrière le dollar (81,08 %), mais devant l'euro (6,64 %).

En janvier 2012, le yuan ne représentait que 1,89 % de ces transactions, tandis que l'euro était à 7,87 %.



Australie : maintien de la croissance trimestrielle

Au troisième trimestre, le PIB australien croît à un rythme proche du trimestre précédent (+0,6 % contre +0,7 %). Sur un an la croissance perd 0,3 point, pour atteindre 2,3 %. Le secteur minier et la construction sont les principaux contributeurs à la croissance sur la période.

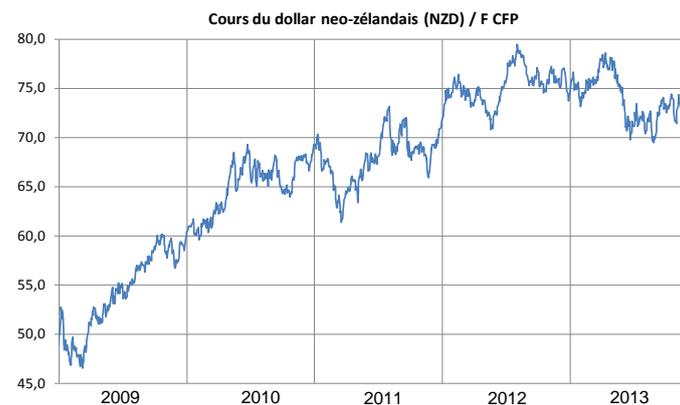
Lors de sa réunion du 3 décembre, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, indiquant que l'effet de l'assouplissement monétaire précédent ne s'était pas encore fait sentir.



Nouvelle-Zélande : amélioration des termes de l'échange

Les exportations ont augmenté de 8,9 % en valeur au troisième trimestre, soutenues par l'augmentation du prix des produits laitiers.

Parallèlement, les importations ont progressé de 1,2 %, en raison de la hausse des produits pétroliers. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 octobre, de maintenir son taux directeur inchangé, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Taxe générale sur les activités (TGA)

L'avant projet de loi de pays sur la TGA a été voté par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, le 11 novembre. Cette taxe programmée pour la mi-2014, s'inscrit dans le cadre de la réforme de la fiscalité, son taux devrait être fixé à 6 %.

68,1 milliards de F CFP pour le budget 2014 de la Nouvelle-Calédonie

Le 12 novembre, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, a voté le budget primitif du territoire. Il s'élève à 68,1 milliards de F CFP et prend en compte trois grandes priorités : le respect des stratégies financières validées par le Congrès, une politique d'investissement volontariste (avec la rénovation des lycées, les infrastructures du transport aérien et la construction du Médipôle) et la poursuite des politiques publiques engagées (la lutte contre la vie chère, le plan pour l'économie numérique, le schéma de l'énergie et du climat et le transfert de la sécurité civile).

L'ambassadeur de l'Union européenne dans le Pacifique en visite à Nouméa

Mr Andrew Jacobs, ambassadeur et chef de délégation de l'Union européenne dans le Pacifique, a effectué en novembre, une visite officielle sur le territoire, afin de présenter la future Décision d'Association d'Outre-mer (DAO) 2014-2020. Cette visite a également été l'occasion de lancer la mise en œuvre du programme INTEGRE, un programme de coopération régionale de 12 millions d'euros pour une meilleure gestion de l'environnement dans les quatre PTOM du Pacifique.

Réduction des émissions de soufre à Doniambo

Depuis le 1^{er} novembre, la centrale thermique de la Société le Nickel (SLN) fonctionne avec du fioul contenant moins de soufre. Ce changement très attendu par les associations environnementales intervient à la suite d'un arrêté provincial.

Une expertise pour examiner le lagon calédonien

Suite à l'incident détecté le 11 novembre sur le grand tuyau de l'usine de Vale Nouvelle-Calédonie, une expertise indépendante commandée par la Province Sud est en cours. Elle est composée d'experts de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) et de l'IFREMER. L'évaluation de la mission consistera d'abord à travailler sur le plan de réparation proposé par Vale NC et ensuite à contrôler les travaux qui seront réalisés.

Mise en marche du deuxième four de KNS

Le préchauffage du deuxième four de l'usine du Nord a débuté le 14 novembre, près d'un an après l'allumage du four de la première ligne de production. La première coulée de métal issue de ce four devrait intervenir au premier trimestre 2014, afin de permettre à KNS de tenir ses objectifs de production, soit 60 000 tonnes à l'horizon 2015.

Inauguration de l'immeuble Fulton

Situé au centre des affaires de la zone industrielle de Ducos, l'immeuble Fulton a été inauguré le 5 novembre. Il comprend huit étages, soit 9 000 m² de bureaux destinés à la vente et à la location. Cette réalisation, en conformité avec le plan d'urbanisme de la ville de Nouméa, intègre un cahier des charges spécifique sur les normes environnementales et l'optimisation des espaces de travail.

Ouverture en mars 2014 de l'hôtel Sheraton Nouvelle-Calédonie Deva Resort & Spa

Le 20 novembre, le partenariat Starwood Hotels and Resorts de la Région Pacifique, la Société des Hôtels de Nouméa (SHN) et la Société des Hôtels de Deva (SHD) a reçu les personnalités institutionnelles économiques et coutumières du territoire partenaires du projet.

Ce complexe hôtelier de cinq étoiles ouvrira ses portes à partir du 31 mars 2014, avec soixante bungalows. En juin, la totalité des 180 chambres seront disponibles et en juillet l'ouverture du terrain de golf permettra le lancement de l'offre hôtelière sur le marché international.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

- Le rapport annuel de la balance des paiements 2012 de la Nouvelle-Calédonie
- la note expresse NE n°110 – Balance des Paiements 2012 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française
- La note expresse NE n°113 – Tendances conjoncturelles – 3^e trimestre 2013
- Infos financières – Evolutions bancaires et monétaires au 30 septembre 2013
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises au 30 septembre 2013
- Le tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie (CEROM) – novembre 2013

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-11	oct.-12	oct.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	15 344	16 283	16 350	6,1%	0,4%
Dépôts à vue	239 140	250 491	270 519	4,7%	8,0%
Total M1	254 484	266 774	286 869	4,8%	7,5%
M2-M1	99 447	104 436	108 871	5,0%	4,2%
Total M3	527 928	576 425	598 119	9,2%	3,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-11	sept.-12	sept.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	411 992	455 321	455 772	10,5%	0,1%
Ménages	379 327	400 097	407 821	5,5%	1,9%
Collectivités locales	48 002	53 919	67 920	12,3%	26,0%
Autres agents de CCB non ventilés	13 066	14 525	17 054	11,2%	17,4%
Total encours sain	852 388	923 862	948 567	8,4%	2,7%
Créances douteuses brutes	19 237	19 340	21 174	0,5%	9,5%
Total encours brut	871 625	943 202	969 740	8,2%	2,8%

Interdits bancaires

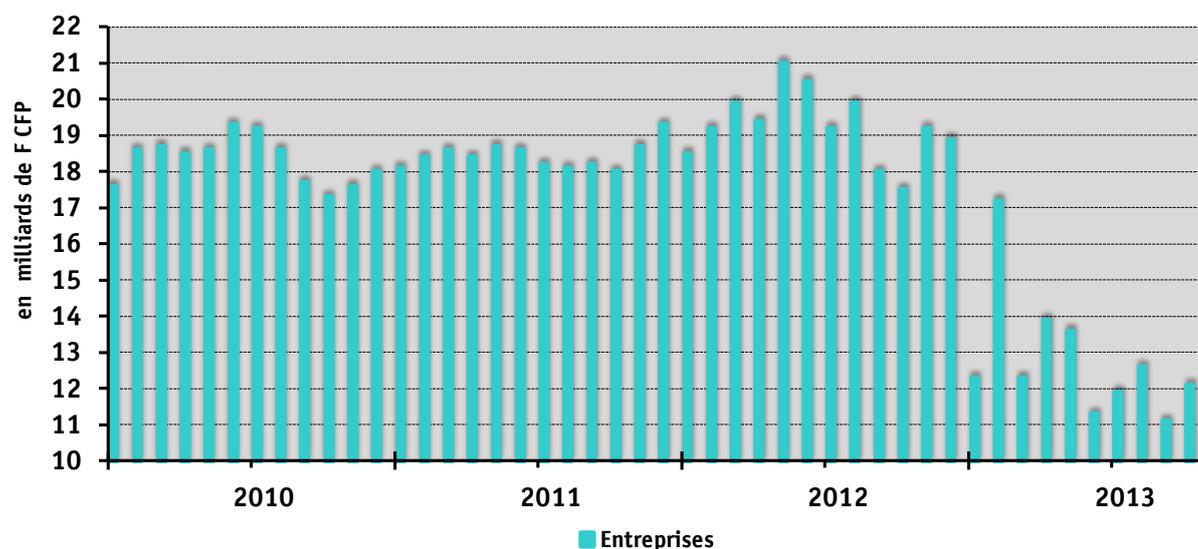
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-13	7 716	0,2%	9,5%
	dont personnes physiques	oct.-13	6 856	0,2%	9,3%
	dont personnes morales	oct.-13	860	0,0%	11,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	nov.-13	16 008	2,9%	4,7%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-13	5 041	4,3%	-1,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-13	12,1	9,3%	-31,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	oct	103,70	104,45	0,7%
<u>Entreprises</u>				
nb d'entreprises (a)	oct	54 650	57 144	4,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	oct	48 067	50 526	5,1%
créations d'entreprises	sept	3 917	3 980	1,6%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	117	85	-27,4%
redressements judiciaires (nb)	sept	94	52	-44,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	774	860	11,1%
ventes de ciment local (tonnes)	sept	91 540	91 044	-0,5%
importations de ciment (tonnes)	sept	50	693	ns
total ciment (tonnes)	sept	91 590	91 737	0,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	25 091	23 276	-7,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	oct	6 283	4 549	-27,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 797	2 879	2,9%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	juin	89 479	90 076	0,7%
dont secteur privé	juin	64 723	64 926	0,3%
dont secteur public	juin	24 756	25 150	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 049	6 349	5,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	6 405	6 446	0,6%
chômeurs indemnisés	sept	1 818	2 044	12,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	6 273	6 856	9,3%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 797	2 595	-7,2%
incidents paiements sur chèques	oct	29 709	31 015	4,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	oct	14 386	12 630	-12,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 949	24 856	-4,2%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 685	12 523	-1,3%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	août	68 636	65 613	-4,4%
nombre de croisiéristes	août	166 663	238 107	42,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	août	56,6%	55,0%	-1,6 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	7,96	6,86	-13,8%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	7,39	6,22	-15,8%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 585	3 329	-7,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	17 116	13 837	-19,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	51 629	54 554	5,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	77 168	64 803	-16,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	817	852	4,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 145	1 277	11,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	95 429	79 917	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	93,9%	87,9%	-6,0 pts
total des importations (M FCFP)	oct	251 647	237 821	-5,5%
total des exportations (M FCFP)	oct	101 643	90 892	-10,6%
taux de couverture	oct	40,39%	38,22%	-2,2 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	36 964	35 383	-4,3%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	oct	250 491	270 519	8,0%
M1	oct	266 774	286 869	7,5%
M2	oct	371 210	395 740	6,6%
Dépôts à termes	oct	205 174	202 340	-1,4%
M3	oct	576 425	598 119	3,8%
P1	oct	3 847	3 705	-3,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	943 202	969 740	2,8%
Ménages	sept	400 097	407 821	1,9%
dont crédits à la consommation	sept	73 407	74 420	1,4%
dont crédits à l'habitat	sept	320 417	327 098	2,1%
Entreprises	sept	455 321	455 772	0,1%
dont crédits d'exploitation	sept	87 163	80 184	-8,0%
dont crédits d'investissement	sept	240 783	241 766	0,4%
dont crédits à la construction	sept	112 425	117 250	4,3%
Collectivités locales	sept	53 919	67 920	26,0%
dont d'investissement	sept	52 336	65 403	25,0%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	14 525	17 054	17,4%
créances douteuses brutes	sept	19 340	21 174	9,5%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	671 642	712 111	6,0%
Ménages	sept	354 529	366 069	3,3%
Sociétés	sept	224 507	229 326	2,1%
Autres agents	sept	92 607	116 717	26,0%
dont assurances-vie	sept	101 536	104 234	2,7%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

Un nouveau directeur général pour le secrétariat de la Communauté du Pacifique Sud

Lors de la 8^e conférence de la Communauté du Pacifique Sud (CPS), qui s'est tenue à Suva les 18 et 19 novembre derniers, Colin Tuikitonga a été désigné successeur de Jimmie Rodgers à la tête de l'institution régionale. M. Tuikitonga, originaire de Niue, occupait jusqu'alors le poste de Directeur des Services de santé de la CPS. Lors d'une interview pour ABC Radio Australia, il a affirmé que l'éducation serait, tout comme pour son prédécesseur, sa priorité, souhaitant « l'acceptation de l'éducation universelle pour toute la jeunesse du Pacifique ». De par ses précédentes fonctions, la santé demeurera également parmi ses principales préoccupations.

Le Vanuatu relié au Southern Cross, câble sous-marin à fibre optique

À la fin du mois de novembre, l'Île de Ré, un navire câblé de la société Alcatel-Lucent, accostait près de Port Vila, au Vanuatu, avec à son bord une bretelle du Southern Cross, un câble sous-marin à fibre optique. Installé à la fin des années 1990, ce câble reliait initialement la côte ouest des États-Unis à l'Australie, en passant par la Nouvelle Zélande et les îles Fidji. La connexion à ce câble permettra au Vanuatu, tout comme les îles Tonga depuis août dernier, de bénéficier d'une connexion Internet plus rapide et plus fiable, comparable à de la 3G. Ce raccordement, fruit d'un projet co-financé par plusieurs organismes internationaux, dont la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAfD), vise à contribuer au développement de la région en donnant accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Actuellement, la plupart des îles du Pacifique sont encore tributaires d'un raccordement par satellite, avec une bande passante limitée et des tarifs très élevés. Ainsi, moins de 1 % de la population du Pacifique insulaire dispose d'une connexion internet fiable. Cette situation entraîne des coûts de transaction importants pour les pouvoirs publics et pour les entreprises. Selon la Banque mondiale, « les TIC recèlent un immense potentiel pour doper la croissance, créer des débouchés et, partant, réduire la pauvreté ».

Les îles Fidji, destination touristique la plus prisée de la région du Pacifique insulaire

Selon la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), une organisation régionale chargée de promouvoir le tourisme dans la zone Pacifique sud, 40 % des touristes en visite dans la région en 2012 ont choisi les îles Fidji pour destination. En 2012, l'archipel a en effet accueilli 660 000 visiteurs parmi les 1,6 millions de touristes de la région du Pacifique insulaire. La SPTO prévoit une augmentation du flux touristique dans la zone Pacifique sud en 2013, d'environ 2,4 % par rapport à 2012.

3 – Brèves locales

Mission à Futuna dans le cadre d'une demande de PER pour l'exploration des fonds sous-marins de la ZEE

Dans le cadre d'une demande de permis exclusif de recherches (PER), une mission composée du Président de la société minière Sialeo et des représentants des trois structures publiques et privées qui la composent (Eramet, Ifremer et Technip) s'est rendue en novembre à Futuna afin de rencontrer la chefferie locale. S'intéressant à la Zone économique exclusive de Wallis-et-Futuna pour ses fonds qui affichent la présence de métaux rares, la société doit, conformément au code de l'Environnement, recueillir les observations du public, en amont de sa demande. La chefferie futunienne a ainsi un délai d'un mois pour faire part de ses observations et avis concernant les modalités de ce permis. La chefferie de Wallis sera également consultée ultérieurement. Si le permis est accordé, la société Sialeo aura, durant cinq ans, l'exclusivité du droit d'effectuer tous travaux de recherches dans le périmètre défini. Cette demande fait suite à une campagne d'exploration des ressources minérales et de la biodiversité des grands fonds marins de la ZEE française, entamée au début de la décennie et baptisée « Futuna 2010 ». Les recherches menées ont permis jusqu'ici la découverte de l'existence d'une dorsale et d'un volcan majeur actif, ainsi que la présence de nodules polymétalliques rares, composés notamment de soufre, cuivre, zinc, plomb, cobalt, argent et or, voire d'autres minéraux moins connus comme l'indium (utilisé pour la fabrication des écrans plats LCD et des cellules photovoltaïques) et le germanium (utilisé dans le domaine de l'optique).

Remise en service de la tour de contrôle de l'aéroport de Hihifo

Lancés en octobre 2011, les travaux de rehausse et de modernisation de la vigie de l'aéroport de Hihifo ont pris fin en novembre et la tour de contrôle est désormais opérationnelle. Ceux-ci ont été entièrement financés par l'État, notamment grâce à une enveloppe de 13,4 millions de F CFP pour la rehausse du bâtiment. Désormais, la nouvelle structure offre une vision optimale et abrite une salle technique plus grande et modernisée : la télécommande du balisage de la piste a été changée ; une station de surveillance des constellations-satellites a été ajoutée en vue de permettre prochainement une navigation par GPS ; le système de télésurveillance a été amélioré.

Fin du chantier du quai de Mata'Utu

Le 27 novembre dernier, le lot n°2 des travaux d'extension et d'aménagement du Port de commerce de Mata'Utu a été officiellement livré en présence de représentants des autorités de l'État, du Territoire et de l'UE, marquant la fin de ce chantier. Il concerne la superstructure du port, avec la réhabilitation des bâtiments existants (dont la capitainerie, les locaux des douanes et du BIVAP), la réalisation d'aires de stockage et l'installation d'équipements pour le nettoyage des conteneurs. Ce lot, au budget de 327 millions de F CFP, a été financé au titre du X^e FED. Lancé en 2010, le chantier du Port de commerce de Mata'Utu a coûté 1,4 milliard de F CFP, pris en charge à 75 % par l'Union européenne et à 25 % par l'État au titre du contrat de développement 2012-2016. Le lot n°1, une plateforme de 8 000 m² et un nouveau quai de 60 mètres dans le prolongement de l'ancien quai de 70 mètres, avait été livré en mai dernier.

Nouveau délégué régional pour l'ADIE de Wallis-et-Futuna

Depuis le 20 novembre dernier, la responsabilité de l'antenne de l'Association pour le Droit à l'initiative économique (ADIE) à Wallis-et-Futuna est confiée à Hicham ALAOUI, qui succède ainsi à Laurence CLACHET au poste de délégué régional. Installée sur le Territoire depuis le 2 novembre 2009, cette association a pour vocation d'apporter aux personnes exclues du système bancaire classique les moyens nécessaires à la création de leur activité et le soutien professionnel dont elles ont besoin. Elle propose des microcrédits plafonnés à 715 000 F CFP, remboursables en 30 mois maximum, auxquels peuvent s'ajouter des prêts d'honneur pouvant atteindre 475 000 F CFP, remboursables sur 60 mois. En 2012, 48 microcrédits et 19 prêts d'honneur ont été octroyés, pour un montant global de près de 30,8 millions de F CFP.

Formation à l'authentification des nouveaux billets en francs CFP

Au cours de la deuxième quinzaine de novembre, l'agence IEOM de Wallis-et-Futuna a organisé une dizaine de séances de formation à l'identification des signes de sécurité de la nouvelle gamme de billets. Plus de soixante personnes ont participé à ces réunions, qui visaient les principaux acteurs économiques du Territoire (banque, Trésor Public, grands commerces, Gendarmerie, SPT, EEFW, service des Douanes...). Deux agents de l'agence se sont déplacés pour animer une journée de formation à Futuna, laquelle s'est tenue au sein des locaux de la Délégation de l'Administration Supérieure. Ces séances ont été bien accueillies par le public concerné qui a pu découvrir dans le détail les nouveaux billets. La prochaine étape de la campagne de communication aura lieu à partir du 6 janvier prochain et portera sur les signes d'authentification de la nouvelle gamme, dont l'émission débutera le 20 janvier.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des évolutions bancaires et monétaires pour le 3^e trimestre 2013. Ces notes sont téléchargeables sur notre site internet :

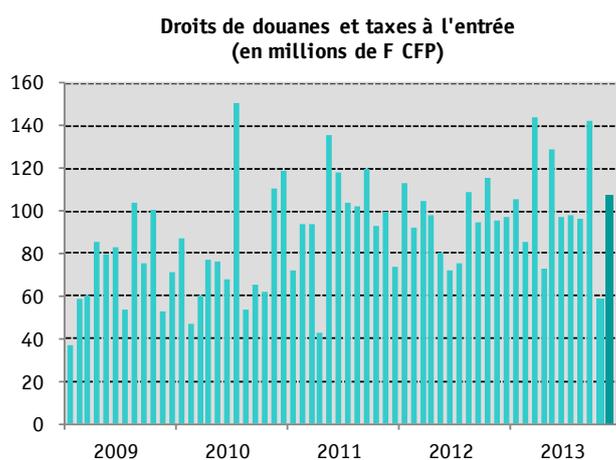
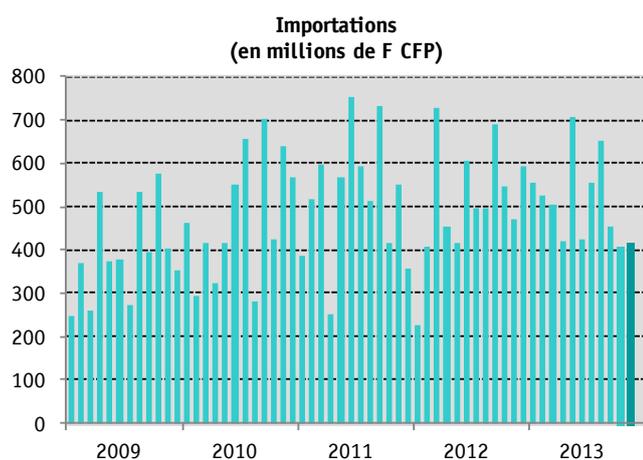
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne112_tendances_tendances_conjoncturelles_3t2013_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_monetaires_3t2013_wallis-et-futuna.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 13	115,05	-	0,6%
SMIG mensuel en XPF			nov-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés			juin-13	2 108	-	2,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	nov-13	415	1,6%	-11,6%	
	cumulées	nov-13	5 626	-	1,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-13	107	82,3%	11,8%	
	cumulés	nov-13	1 136	-	8,1%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-13	400	-	-5,8%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Énergie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	587	-18,3%	5,5%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	141	-21,4%	2,7%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-13	4 021	2,3%	35,8%	
	cumulé	sept-13	24 188	-	12,7%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-13	1 197	-4,9%	-13,6%	
	cumulé	sept-13	9 494	-	-6,4%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-13	4	100,0%	33,3%	
	cumulées	nov-13	45	-	28,6%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-13	15	0,0%	36,4%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile



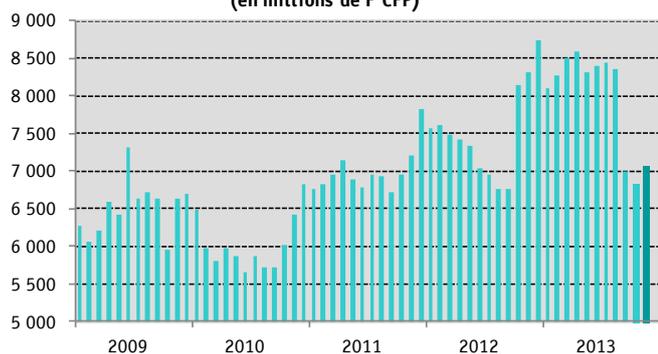
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

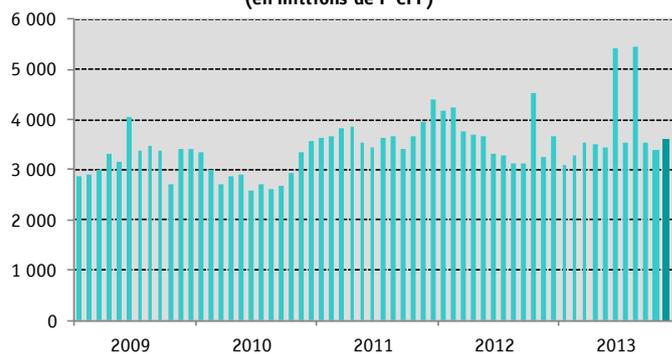
Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

en millions de F CFP	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 137	2 138	2 137	-0,1%	0,0%
Dépôts à vue	3 249	3 366	3 593	6,8%	10,6%
Total M1	5 385	5 504	5 730	4,1%	6,4%
M2-M1	573	478	493	3,1%	-14,1%
Total M3	8 321	6 823	7 053	3,4%	-15,2%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

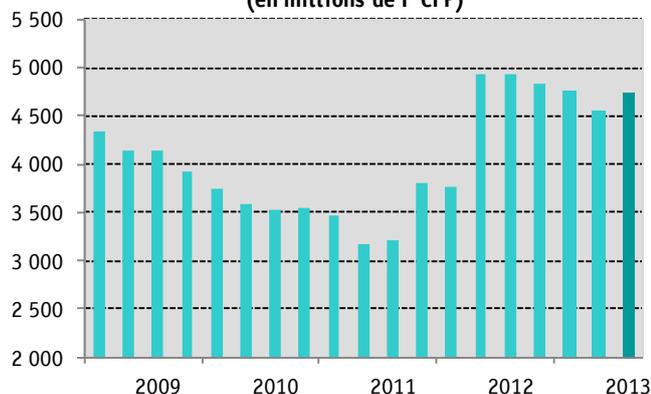


Concours de caractère bancaire

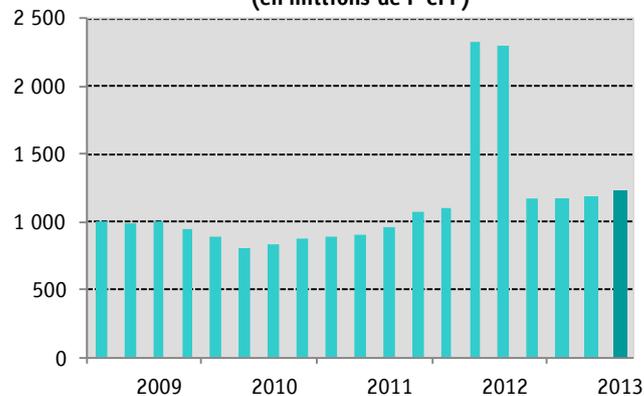
Recul de l'encours des crédits sur l'année

en millions de F CFP	sept-11	sept-12	sept-13	▲/an
Crédits de trésorerie	961	2 300	1 225	-46,7%
Crédits à l'équipement	1 097	1 346	2 308	71,4%
Crédits à l'habitat	366	531	420	-21,1%
Autres crédits	197	258	314	21,5%
Total encours sain	2 621	4 436	4 266	-3,8%
Créances douteuses brutes	592	493	470	-4,7%
Total encours brut	3 214	4 929	4 736	-3,9%

Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)



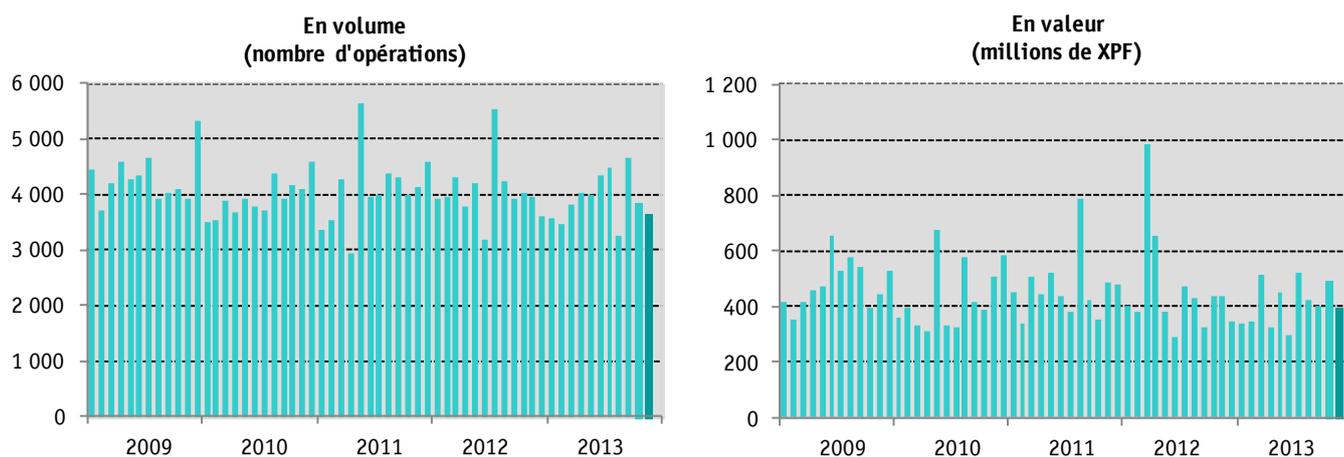
Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)



Compensation

Diminution des opérations de compensation

	nov-12	oct-13	nov-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 949	3 847	3 646	43 039	-5,2%	-7,7%
Compensation (en millions de F CFP)	441	494	395	4 521	-20,1%	-10,5%



Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	nov-12	oct-13	nov-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	53	111	41	831	-63,1%	-22,6%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	16	-	-

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	395	371	358	-3,5%	-9,4%
- dont personnes physiques	385	356	345	-3,1%	-10,4%
- dont personnes morales	10	15	13	-13,3%	30,0%

Cotation

Réduction du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	43	45	45	0,0%	4,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	11	16	15	-6,3%	36,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	114,40	115,05	0,6%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	novembre	10	13	30,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	640	786	22,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	20	111	448,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	6	10	66,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 062	2 108	2,2%
dont secteur privé	juin	838	853	1,8%
dont secteur public	juin	1 224	1 255	2,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	novembre	385	345	-10,4%
décision retrait cartes bancaires (nb)	novembre	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	novembre	53	41	-22,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 508	1 527	1,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	826	841	1,8%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	314	268	-14,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	5	5	0,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 533	5 626	1,7%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 489	1 548	3,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	novembre	1 051	1 136	8,1%
dont taxes intérieures de consommation	novembre	425	400	-5,8%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	novembre	3 249	3 593	10,6%
M1	novembre	5 385	5 730	6,4%
M2	novembre	5 959	6 223	4,4%
Dépôts à terme	novembre	2 363	830	-64,9%
M3	novembre	8 321	7 053	-15,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		4 929	4 736	-3,9%
Ménages	septembre	1 589	1 545	-2,8%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 189	1 245	4,8%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	401	299	-25,2%
Entreprises	septembre	2 514	2 443	-2,8%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	1 232	76	-93,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 091	2 086	91,2%
Collectivités locales	septembre	256	222	-13,1%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	77	55	-27,7%
créances douteuses brutes	septembre	493	470	-4,7%
taux de créances douteuses	septembre	10,0%	9,9%	-0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 942	3 145	6,9%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	978	973	-0,5%
Sociétés	septembre	1 293	1 614	24,9%
Autres agents	septembre	2 170	2 220	2,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

SEPA COM Pacifique

Le projet SEPA (Single Euro Payments Area – espace unique de paiement en euro) s’inscrit dans le prolongement du passage aux pièces et billets en euro : il vise à créer une gamme unique de moyens de paiement scripturaux en euro, commune à l’ensemble des pays européens, permettant aux utilisateurs d’effectuer des paiements dans les mêmes conditions partout dans l’espace européen, aussi facilement que dans leur pays. Le règlement européen n° 260/2012 du 14 mars 2012 fixe des dates butoirs pour la fin de la migration aux moyens de paiement SEPA et l’arrêt des moyens de paiement au format national. Les dates butoirs sont les suivantes :

- 1^{er} février 2014 pour le virement (SCT - SEPA Credit Transfert) et le prélèvement (SDD - SEPA Direct Debit),
- 1^{er} février 2016 pour les produits dits « de niche » (qui recouvrent le Titre Interbancaire de Paiement et le télépaiement en France).

Les collectivités territoriales du Pacifique ne sont pas membres de l’Union européenne et n’appartiennent ni à la zone euro, ni à la zone SEPA. Elles sont cependant concernées par la mise en œuvre des nouveaux moyens de paiement européens. En effet, le CFONB (Comité Français d’Organisation et de Normalisation Bancaire) a retenu une solution dite “SEPA COM Pacifique”, consistant à utiliser le standard SEPA pour les virements et prélèvements en euro échangés entre la République française “zone SEPA” (Métropole et DOM) et les COM du Pacifique ou entre les COM du Pacifique. Cette solution ne s’appliquera pas aux opérations du même type entre le reste de la « zone SEPA », c’est-à-dire les autres pays européens, y compris Monaco, et les COM du Pacifique. Les bases législatives de cette solution ont été posées dans le nouvel article L712-8 du code monétaire et financier, applicable au 1^{er} février 2014.

Le passage au “SEPA COM Pacifique” s’effectuera en effet le 1^{er} février 2014 et devrait permettre de pallier l’arrêt de l’utilisation des formats nationaux des virements et des prélèvements et de maintenir les flux entre les collectivités du Pacifique et le reste du territoire français. Jusqu’au 31 janvier 2014, les virements et prélèvements en euro entre les deux zones géographiques doivent continuer de s’échanger au format actuel. Après cette date, ils ne pourront plus se faire qu’en format SEPA.

Ce nouveau format ne concerne que les messages de paiement échangés entre établissements financiers, qui doivent avoir adapté leurs procédures et leur système d’information d’ici l’échéance. En effet, contrairement à ce qui se passe en Europe, leurs clients n’auront pas à fournir leurs opérations au format SEPA (mais ils pourront le faire pour les opérations en euro si leur système d’information et celui de leur teneur de comptes le permettent).

Tout créancier de l’un des trois COM du Pacifique qui souhaiterait émettre des prélèvements vers la métropole, les DOM ou vers un autre COM, devra obtenir un Identifiant Créancier SEPA (ICS) selon un processus similaire à celui existant pour les Numéros Nationaux d’Émetteur (NNE). Pour faire la demande d’ICS, le créancier devra passer par son teneur de comptes, qui fera la demande à la Banque de France. Ces demandes peuvent être faites dès à présent.

Un créancier pourra ainsi disposer d’un ICS pour émettre des prélèvements en euro vers la métropole, les DOM ou vers un autre COM, ainsi que d’un NNE pour émettre des prélèvements localement en franc Pacifique.

Pour aller plus loin :

Le site de l’IEOM, à la rubrique intitulée SEPA COM PACIFIQUE : <http://www.ieom.fr/ieom/sepa-com-pacifique/>

Le site du CFONB où se trouvent les brochures SEPA : <http://www.cfonb.org/>

Le site officiel français sur SEPA : <http://www.sepafrance.fr/>

2 – Brèves économiques régionales

Japon : Cible de 2 % d'inflation en 2015

Afin de revenir à une inflation de 2 % d'ici 2015, le gouvernement va mettre en place dès cette semaine un programme de relance d'EUR 40 milliards. La Banque du Japon prévoit d'accroître la taille de son programme de rachats d'actifs d'USD 70 milliards par mois, selon Reuters. Les rémunérations fixes ont reculé de 0,4 % en octobre sur un an, pour le dix-septième mois consécutif et le gouverneur de la BoJ a appelé lundi les entreprises à les augmenter. Hier, l'indice Nikkei a atteint 15 749 points, soit son plus haut niveau des six dernières années, en raison de la chute du yen.

Chine : place du yuan dans le commerce mondial

Selon Swift, en octobre 2013, la devise chinoise est devenue la deuxième monnaie des financements commerciaux (8,66 %), loin derrière le dollar (81,08 %), mais devant l'euro (6,64 %). En janvier 2012, le yuan ne représentait que 1,89 % de ces transactions, tandis que l'euro était à 7,87 %.

Australie : présidence du G20

L'Australie vient de prendre la présidence du G20 pour un an. Le pays entend mettre en œuvre des relais de croissance plus efficaces et projette d'organiser une meilleure gouvernance mondiale en favorisant le rapprochement entre les pays développés et les pays émergents. Les membres du G20 (66 % de la population du monde) représentent 85 % de la création de la richesse mondiale et 75 % du commerce international. Le prochain sommet des chefs d'État se tiendra en novembre 2014 à Brisbane.

Australie : maintien de la croissance au troisième trimestre

Le PIB australien augmente de 0,6 % (cvs) sur le trimestre (+0,7 % au deuxième trimestre) et de 2,3 % en glissement annuel (+2,4 % précédemment). Soutenu par les exportations nettes qui contribuent à hauteur de 0,7 point à sa croissance, il est en revanche pénalisé par une demande interne peu dynamique. En effet, la consommation des ménages marque le pas, avec +0,4 % sur le trimestre (+0,7 % en juin 2013), de même que l'investissement immobilier (-0,5 % après +0,6 % en juin 2013).

En outre, le taux d'épargne des ménages progresse sur le trimestre, pour atteindre 11,1 % en septembre contre 10,2 % en juin 2013.

Lors de sa réunion du 3 décembre, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %, indiquant que l'effet de l'assouplissement monétaire précédent ne s'était pas encore fait sentir.

Nouvelle-Zélande : amélioration sur le marché du travail

Au troisième trimestre 2013, le taux d'emploi de la population active atteint 64,4 %, en progression de 0,7 point sur le trimestre et de 0,9 point en comparaison annuelle.

Parallèlement, le taux de chômage diminue de 0,2 point sur le trimestre et de 1 point sur l'année, pour s'établir à 6,2 % de la population active en septembre 2013.

La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 octobre, de maintenir son taux directeur inchangé, à 2,5 %.

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Confirmation de la note BB+ de la Polynésie française par Standard & Poor's

Le 15 novembre, l'agence de notation Standard & Poor's a maintenu la note de référence de long terme BB+ de la Polynésie française, avec une perspective jugée positive. Cette orientation est soutenue par la prévision d'une amélioration structurelle de la situation de liquidité et des performances budgétaires du Pays.

Un relèvement de la note est conditionné au maintien d'un accès du Pays à la liquidité sur les marchés obligataires et/ou bancaires.

Hausse des cotisations maladie et retraite en 2014

Le mardi 26 novembre, les projets du budget 2014 du Régime général de solidarité (RGS) et du Régime des non-salariés (RNS) ont été votés. Ceux-ci prévoient une hausse des cotisations pour la maladie et la retraite. La cotisation Maladie devrait augmenter de 0,51 point, passant de 16,08 % à 16,59 % pour les salariés et de 8 % à 8,51 %, pour les non-salariés.

Adoption du budget 2014 de la Polynésie française

Le mercredi 4 décembre, l'Assemblée de Polynésie française a adopté le budget primitif 2014, pour un montant de 135,4 milliards de F CFP dont 109 milliards sont destinés aux dépenses de fonctionnement et 26,4 milliards aux dépenses d'investissement du Pays. Au 1^{er} septembre, la dette du Pays s'élevait à 89,8 milliards de F CFP, soit 80 % des recettes annuelles de fonctionnement.

Visite officielle du Ministre des Outre-mer

Le Ministre des Outre-mer Victorin Lurel était en visite officielle en Polynésie française du 27 au 29 novembre 2013. Cette visite s'est conclue par la signature de deux protocoles financiers : la prolongation d'un an du Contrat de projets 2008-2013 et l'assouplissement des conditions de mise en œuvre du troisième instrument financier afin de le rendre plus performant.

Signature d'une convention entre l'AFD et la commune de Punaauia

Le jeudi 14 novembre 2013, l'AFD et la commune de Punaauia ont signé deux conventions de crédit pour des montants respectifs de 124 millions et 95 millions de F CFP, intervenant dans le cadre du programme de modernisation de la collecte des déchets de la commune.

Convention du Fonds européen du développement (FED) de 2 milliards de F CFP

Le vendredi 22 novembre 2013, une convention du FED de 2 milliards de F CFP a été signée lors de la visite de l'ambassadeur de l'Europe dans le Pacifique. Ce montant accordé par l'Union européenne au Pays vise à financer les nouveaux travaux d'installation des réseaux d'assainissement, dont le lancement est prévu dès 2014.

Démographie

Recensement général de la population

L'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) a rendu public les résultats d'analyse du recensement de la population mené en 2012. La Polynésie française compte désormais 268 207 habitants, dont 75 % se concentre sur Tahiti et Moorea. Par rapport au recensement de 2007, la publication met également en évidence un déficit migratoire de 7 700 personnes (soit plus de 1 500 départs nets par an) conjugué à un doublement du taux de chômage (21,8 % en 2012 après 11,7 % en 2007).

Outre-mer

La 4^{ème} édition de la conférence économique biennale AFD-CEROM consacrée à l'Outre-mer s'est tenue le 22 novembre 2013 à la Bibliothèque nationale de France à Paris. Elle a porté sur le rôle des Outre-mer dans la compétition internationale et notamment sur la valorisation des avantages comparatifs des différents territoires.

Les interventions de la conférence sont consultables sur : <http://www.afd.fr/home/outre-mer/conference-outre-mer>

Transport aérien

Livraison d'un ATR 42-600 à la compagnie Air Tahiti

Le 22 novembre 2013, un nouvel ATR 42-600 a été livré à Air Tahiti, qui amorce le renouvellement de sa flotte. L'appareil représente un investissement de 1,47 milliard de F CFP, financé en grande partie par emprunt bancaire et à hauteur de 30 % par Air Tahiti sur ses fonds propres.

Nouveau directeur pour la compagnie Air Tahiti

Au terme d'un conseil d'administration qui s'est tenu le 29 novembre 2013, Joël Allain a été élu Président directeur général d'Air Tahiti et Manate Vivish a été confirmé au poste de Directeur général de la compagnie aérienne interinsulaire.

Tourisme

Nouveau directeur pour la compagnie Air Tahiti Nui

Michel Monvoisin, actuel Président Directeur général de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui, a été élu président du conseil d'administration du GIE Tahiti Tourisme, à la suite de la démission de son prédécesseur Hiria Ottino.

Réunion de la communauté de communes des Marquises (CODIM)

La communauté des communes a organisé un séminaire de formation destiné aux Comités de tourisme des Marquises du samedi 30 novembre au mardi 3 décembre 2013 à Hiva Oa. Cette réunion avait pour but de soutenir les 6 comités du tourisme des îles Marquises dans leur rôle d'organisation du tourisme, de promotion et de distribution de la destination.

Publications

Parution du « Rapport annuel de la balance des paiements de Polynésie française 2012 »

L'IEOM Papeete vient de publier « le rapport annuel de la balance des paiements de Polynésie française de l'année 2012 ». Ce document statistique retrace l'ensemble des transactions économiques et financières de l'économie polynésienne avec le reste du monde, au cours de l'année.

Publication des « Tendances conjoncturelles » et de la note « Infos financières de l'IEOM »

L'IEOM Papeete vient de publier :

- les « Tendances conjoncturelles » - 3^{ème} trimestre 2013
- Les « Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française » - 3^{ème} trimestre 2013

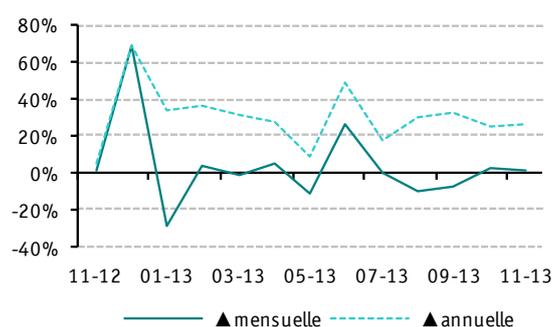
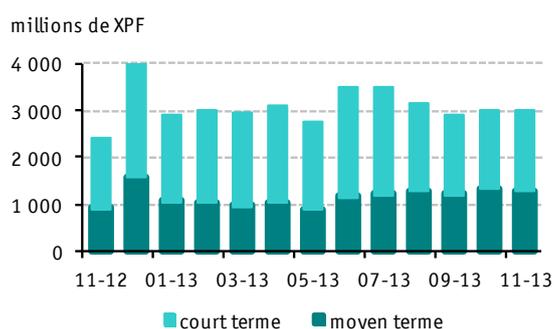
Ces publications sont disponibles librement sur le site internet : <http://www.ieom.fr/polynesie-francaise/>

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement en progression

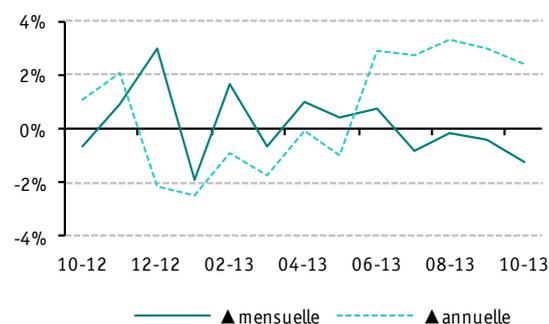
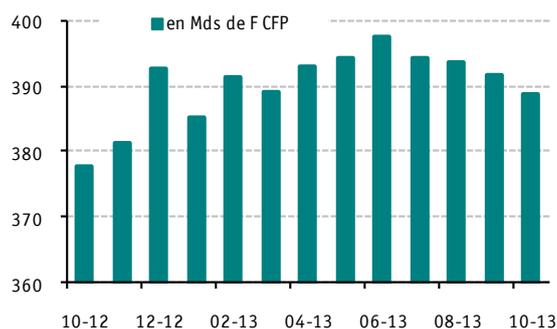
en millions de F CFP	nov-12	oct-13	nov-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 517	1 679	1 756	4,6%	15,8%
Utilisations à moyen terme	895	1 305	1 273	-2,5%	42,2%
Refinancement total	2 412	2 984	3 029	1,5%	25,6%



Masse monétaire

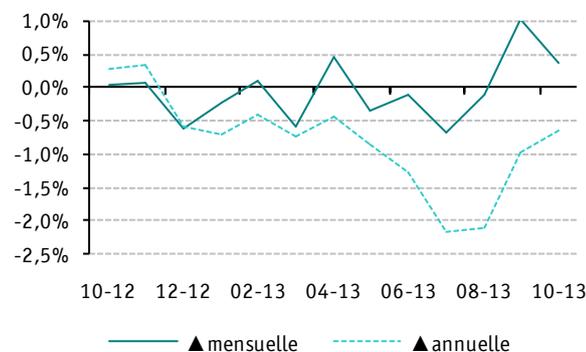
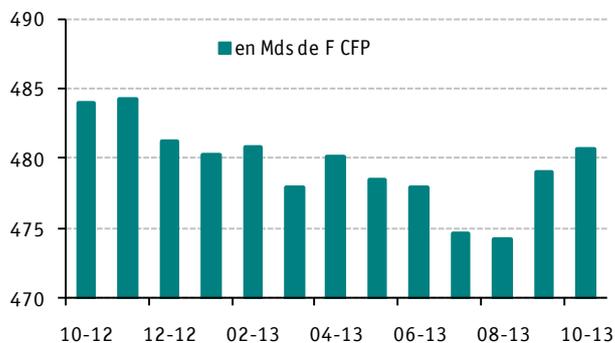
Recul de M3 au mois d'octobre

en millions de F CFP	oct-12	sept-13	oct-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 008	15 360	14 591	-5,0%	-2,8%
Dépôts à vue	139 989	154 364	151 722	-1,7%	8,4%
Comptes sur livrets	100 087	98 042	97 665	-0,4%	-2,4%
Comptes d'épargne logement	341	418	415	-0,7%	21,9%
Dépôts à terme	120 347	121 898	122 828	0,8%	2,1%
Autres	2 145	1 739	1 712	-1,6%	-20,2%
Total M3	377 916	391 821	388 933	-0,7%	2,9%

Concours des banques locales à l'économie

Progression de l'encours global sur le mois

en millions de F CFP	oct-12	sept-13	oct-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	126 805	123 342	123 913	0,5%	-2,3%
Crédits d'équipement	67 525	68 926	69 346	0,6%	2,7%
Crédits à l'habitat	162 501	164 417	164 685	0,2%	1,3%
Autres crédits	66 236	61 936	62 213	0,4%	-6,1%
Créances douteuses brutes	60 876	59 808	60 606	1,3%	-0,4%
Total Concours de Caractère Bancaire	483 942	478 429	480 763	0,5%	-0,7%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-13	106,86	107,96	107,85	-0,1%	0,9%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-13	115,3	113,2	113,1	-0,1%	-1,9%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	1 050	835	1 899	ns	80,8%	
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	13 848	12 436	14 107	13,4%	1,9%	
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	oct-13	1 992	1 944	2 320	19,3%	16,4%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	oct-13	96	64	62	-3,5%	-35,4%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct-13	172	151	200	32,5%	16,3%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov-13	471	468	467	-0,2%	-0,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	oct-13	2 274	1 799	2 012	11,8%	-11,5%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	oct-13	3 548	2 752	3 166	15,0%	-10,8%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	oct-13	447	302	417	38,1%	-6,7%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-13	3 086	2 818	2 808	-0,4%	-9,0%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	oct-13	358	496	813	64,1%	126,9%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	oct-13	188	63	105	67,8%	-44,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	oct-13	86	56	107	93,2%	25,3%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	oct-13	142	136	138	1,2%	-3,3%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	oct-13	26	15	15	-2,2%	-42,3%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	oct-13	99	24	45	88,6%	-54,2%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	oct-13	84	10	54	ns	-35,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	sept-13	15 944	14 655	14 175	-3,3%	-11,1%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-13	61,4%	67,7%	66,5%	-1,2 pt	5,1 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	oct-13	56 609,8	57 068	57 543,9	0,8%	1,7%
	<i>Comptes sur livret</i>	oct-13	94 201,9	92 370	91 897,6	-0,5%	-2,4%
	<i>Dépôts à terme</i>	oct-13	60 884,7	68 071	68 105,9	0,1%	11,9%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	oct-13	70 776,8	80 183	80 508,1	0,4%	13,7%
	<i>Dépôts à terme</i>	oct-13	45 266,8	43 595	44 117,8	1,2%	-2,5%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-13	77 047,9	76 479	76 406,4	-0,1%	-0,8%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	oct-13	141 965,8	144 936	145 103,9	0,1%	2,2%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-13	48 170,2	41 083	40 688,9	-1,0%	-15,5%
	<i>Crédits d'équipement</i>	oct-13	58 401,0	59 951	60 372,4	0,7%	3,4%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/11/2013	31/10/2013	Var. M-1
EONIA	0,2770%	0,2280%	+ 0,049 pt
EURIBOR 1 mois	0,1660%	0,1300%	+ 0,036 pt
EURIBOR 3 mois	0,2340%	0,2300%	+ 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3300%	0,3510%	- 0,021 pt
EURIBOR 12 mois	0,5010%	0,5480%	- 0,047 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/11/2013	31/10/2013	Var. M-1
TEMPE	0,1057%	0,0924%	+ 0,013 pt
EURIBOR 1 mois	0,1320%	0,1280%	+ 0,004 pt
EURIBOR 3 mois	0,2230%	0,2260%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3270%	0,3410%	- 0,014 pt
EURIBOR 12 mois	0,5060%	0,5410%	- 0,035 pt
TMO	2,5400%	2,6400%	- 0,100 pt
TME	2,3400%	2,4400%	- 0,100 pt
TRBOSP	2,5100%	2,5800%	- 0,070 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

banques locales

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/11/2013	31/10/2013	30/09/2013	29/11/2013	31/10/2013	30/09/2013	29/11/2013	31/10/2013	30/09/2013
taux JJ	0,115%	0,150%	0,100%	0,075%	0,069%	0,076%	0,480%	0,440%	0,440%
3 mois	0,230%	0,230%	0,290%	0,144%	0,143%	0,153%	0,500%	0,520%	0,540%
10 ans emprunts phares	2,770%	2,580%	2,660%	0,610%	0,600%	0,690%	2,770%	2,550%	2,740%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables au 1er octobre 2013)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,96%
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Prêts-relais	5,29%	Découverts en compte (1)	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,17%	Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,52%		

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,6730	1 NZD/XPF	71,4647	1 HKD/XPF	11,3086	1 GBP/XPF	143,3070	
100 JPY/XPF	85,7207	1 AUD/XPF	79,9061	1 SGD/XPF	69,8582	100 VUV/XPF	91,9253	1 FJD/XPF	46,9459